



Édito

Contre le capitalisme terminal, administrons le communisme radical

La marche de notre système de santé n'est plus un secret pour personne. Cela fait plus de 40 ans que nous allons, un pas après l'autre, et sans changer de cap, vers la privatisation de la santé avec pour modèle le système états-unien qui enrichit tant les industriels de la santé au prix de la mort des soignants suicidaires et des patients agonisants.

Les diverses mesures proposées par les organisations de gauche, que ce soit le 100% sécu, ou les investissements dans l'hôpital et l'université, sont nécessaires mais laissent intacte la source du problème : le capitalisme et la propriété privée des moyens de production.

A ce constat Marxiste s'impose une conclusion Marxiste : le remède viendra d'un programme communiste de la santé, qui doit sans remords exproprier la totalité des laboratoires, cliniques, centre d'imagerie et de traitement, pour les mettre sous le contrôle d'un État géré par les travailleurs. Tout ceci ne peut pas se produire sans une sortie sans concession du capitalisme et de ses chaînes : L'Union Européenne, l'OTAN, et l'euro !

Il n'y a que cette solution qui permettra de réduire les coûts, réindustrialiser le pays, assurer l'égalité d'accès aux soins, et redonner du sens à notre activité de soignant.

L'argent pour l'hôpital, pas pour la guerre mondiale !

*Antoine, médecin et référent
pour la Commission Santé du PRCF*

**ARRÊTEZ
DE
PRIVATISER
NOTRE HÔPITAL
PUBLIC**



Reprendre la propriété en santé pour les travailleurs

Extrait de notre entretien
avec **Bernard Friot**

Cet extrait est issu d'un entretien que nous avons eu avec Bernard Friot, sociologue et analyste du Régime Général de Sécurité Sociale. Cet entretien sortira prochainement en intégralité dans le journal imprimé du PRCF : Initiative Communiste

Joanna : En quoi cette comparaison entre la sécurité sociale telle que l'a imaginée Croizat et ce que la grande bourgeoisie en a fait, permet aux travailleurs

du soin d'avoir l'espoir de travailler dans de bonnes conditions et produire du soin de qualité ?

Bernard : En même temps que cette dérive vers à la fois une étatisation capitaliste, une omni puissance des directions d'hôpitaux, une bureaucratisation des ARS, il y a des phénomènes tout à fait intéressants. Je pense aux maisons de santé, créées par des professionnels, souvent écoeurés de la pratique hospitalière, qui mettent en commun une maison de santé dont ils sont propriétaires d'usage, avec pour propriétaire patrimonial une collectivité locale.

Les professionnels de maisons de santé sont solvabilisés par l'assurance maladie et mettent en commun tous les actes pour les transformer en salaire. Et leurs salaires, toutes professions confondues, contrairement au secteur hospitalier, sont souvent très proches, voire à montant unique. Ces inventions arrivent en même temps

que cette dérive, et à cause même de celle-ci. On peut s'inspirer de tout ça pour faire de la sécurité sociale de l'alimentation, du logement, tout en gardant en tête que ça n'aura de portée durable que si ces modes d'exercice nouveaux deviennent majoritaires.

Joanna : On l'évoquait précédemment, aujourd'hui les travailleurs n'ont pas toujours conscience de leur pouvoir de mobilisation. On voit que c'est pourtant grâce à des mobilisations passées que nous avons eu les progrès sociaux actuels. Y a-t-il un message que tu veux adresser aux travailleurs qui liront ce journal pour les inciter à se mobiliser ?

Bernard : Ce sont les travailleurs qui font le boulot, rien ne serait possible, aucun profit capitaliste s'ils ne travaillaient pas. C'est le travail qu'ils font qui est la source de leur puissance, il faut l'utiliser pour ne travailler que selon leur déontologie. Certains le font dans la marge des maisons de santé et autres, mais c'est au cœur même du dispositif hospitalier, qu'il faut maintenant conquérir collectivement la maîtrise du travail. Il ne faut pas sous-estimer notre puissance, ne pas accepter la souffrance au travail, et sortir de l'aliénation en ne travaillant collectivement que selon notre déontologie.

*Joanna, pharmacienne
pour la Commission Santé du PRCF*

Où sont passés les enfants ?

Château-Arnoux, chronique du naufrage de la pédopsychiatrie française

Depuis septembre 2024, l'HDJ de Château-Arnoux a fermé ses portes, faute de présence médicale suffisante. Le projet médical de réorganisation du pôle de pédopsychiatrie était censé garantir qu'aucune place d'hospitalisation ne disparaîtrait en HDJ et qu'aucun poste ne serait supprimé.

Mais qu'en est-il dans les faits ? Les HDJ de Manosque et de Digne se sont répartis la file active des enfants qui étaient en soin à l'HDJ de Château-Arnoux. Sauf que les

places de soin libérées par les patients sortants de ces structures en août ne sont pas toutes pourvues à ce jour. Aussi, le nombre d'enfants accueillis sur les HDJ qui restent ouverts est toujours inférieur à ce qu'il était lorsque celui de Château-Arnoux l'était encore. En cause, sur Digne, un manque de temps médical qui limite les entrées ainsi que des locaux inadaptés à une activité plus soutenue. Pas tous les professionnels n'auraient d'espace pour réaliser leur prise en charge si plus d'enfants étaient accueillis. Un projet de rénovation des locaux a bien été amorcé fin septembre sur Digne, mais a depuis été mis en arrêt en prévision des économies qui seront rendues nécessaires par le PLFSS 2025... En ce qui concerne les postes de soignants, aucun n'a été

supprimé, certes ; mais dans les faits plusieurs postes sont à pourvoir, dont certains depuis des mois, sans qu'aucune annonce n'ait été publiée en externe sur les grands sites de recrutements.

Si la file active des HDJ reste aussi basse, si aucun nouveau professionnel n'est recruté pour remplacer les départs et si les travaux ne sont pas réalisés pour pouvoir travailler dans des locaux adaptés aux fonctions respectives de chaque professionnel, alors cette réorganisation de pôle ne tendrait-elle pas à se révéler être une... fermeture pure et simple d'une structure ? Mais discrète. Affaire à suivre...

*M. , pour la Commission
Santé du PRCF*

Pour savoir comment et pourquoi exproprier Sanofi ->



Pour nous rejoindre, nous contacter, avoir des infos sur le PRCF, pour recevoir gratuitement pendant 3 mois notre journal « Initiative Communiste » et/ou le dernier n° de notre revue théorique trimestrielle « Etincelles » :

⇒ une adresse électronique : sante@prcf.fr

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP :

Ville :

Courriel :

Téléphone :

A renvoyer à : PRCF, 8 rue du Clos Lapaume ; 92 220; Bagneux

Le PRCF ne reçoit aucune subvention de l'Etat, de l'UE et bien entendu, du MEDEF.

Tous les matériels que le PRCF diffuse sont financés intégralement par les cotisations de nos adhérents, ouvriers, employés, techniciens, étudiants, enseignants, artisans, paysans. Au PRCF personne ne fait carrière et nous sommes tous bénévoles.